Convaincue que les conflits et les divergences existant entre les règles nationales régissant la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels font obstacle au développement du commerce international et que l'harmonisation et l'unification de ces règles favoriseraient l'essor du commerce international,

1. *Exprime sa gratitude* à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international pour le travail important qu'elle a accompli en ce qui concerne la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels;

2. *Décide* de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires en 1974, à New York ou en tout autre lieu approprié pour lequel le Secrétaire général aura reçu une invitation, aux fins d'examiner la question de la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels et de faire figurer les résultats de ses travaux dans une convention internationale et dans tous autres instruments qu'elle pourra juger appropriés;

3. *Décide en outre* d'examiner à sa vingt-huitième session toutes autres questions relatives à la conférence nécessitant une décision et d'inclure à l'ordre du jour provisoire de ladite session une question intitulée "Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels";

4. *Renvoie* à la conférence le projet d'articles figurant au chapitre II du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquième session, ainsi que le commentaire y relatif et la compilation analytique d'observations et de propositions qui doit être établie par le Secrétaire général conformément à la décision de la Commission⁹, comme base des travaux de la conférence.

2091^e séance plénière
28 novembre 1972

2966 (XXVII). Conférence internationale de plénipotentiaires sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales",

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général¹⁰ contenant les commentaires et observations reçus d'Etats Membres, de la Suisse, du Secrétaire général, d'institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, présenté conformément à la résolution 2780 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1971,

Rappelant que, dans sa résolution 2780 (XXVI), l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que, lors de sa vingt-troisième session, en 1971, la Commission du droit international, à la lumière des commentaires et observations d'Etats Membres, de la Suisse et des secrétariats de diverses organisations internationales et compte tenu des résolutions et discussions pertinentes de l'Assemblée, avait révisé le projet d'articles provisoire sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales, éla-

boré à ses vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième sessions, et avait adopté un projet d'articles définitif comme base d'une convention,

Rappelant également que, dans sa résolution 2780 (XXVI), l'Assemblée générale a exprimé sa reconnaissance à la Commission du droit international pour l'œuvre de valeur qu'elle avait accomplie sur la question de la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales et au Rapporteur spécial sur cette question pour la contribution qu'il avait apportée à cette œuvre,

1. *Décide* qu'une conférence internationale de plénipotentiaires sera convoquée, dès que possible, pour examiner le projet d'articles sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales et pour consacrer le résultat de ses travaux dans une convention internationale et dans tels autres instruments qu'elle jugera appropriés;

2. *Décide également* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-huitième session une question intitulée "Conférence internationale de plénipotentiaires sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales", pour que l'Assemblée générale puisse examiner la question de la participation à la conférence, de la date et du lieu de la conférence et d'autres questions connexes;

3. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, un mémoire sur les méthodes de travail de la conférence pour que l'Assemblée puisse examiner la question en vue de réduire le coût de ladite conférence.

2109^e séance plénière
14 décembre 1972

2967 (XXVII). Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression sur les travaux de sa cinquième session, tenue à New York du 31 janvier au 3 mars 1972¹¹,

Prenant note des progrès que le Comité spécial a accomplis jusqu'ici dans son examen de la question de la définition de l'agression et en ce qui concerne le projet de définition, ainsi qu'il ressort de son rapport,

Considérant que le Comité spécial n'a pas pu achever sa tâche à sa cinquième session,

Considérant que, dans ses résolutions 2330 (XXII) du 18 décembre 1967, 2420 (XXIII) du 18 décembre 1968, 2549 (XXIV) du 12 décembre 1969, 2644 (XXV) du 25 novembre 1970 et 2781 (XXVI) du 3 décembre 1971, l'Assemblée générale a reconnu qu'il existait une conviction largement répandue en faveur de la nécessité d'accélérer l'élaboration d'une définition de l'agression,

Considérant qu'il est urgent de mener les travaux du Comité spécial à bonne fin et qu'il serait souhaitable d'élaborer une définition de l'agression le plus tôt possible,

Notant aussi la volonté commune des membres du Comité spécial de poursuivre les travaux à partir des résultats déjà acquis et d'arriver dans des délais suffisamment brefs à un projet de définition, en faisant

¹⁰ A/8753 et Add.1 à 3.

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 19 (A/8719).

preuve d'un esprit de compréhension et d'accommodement mutuels,

1. *Décide* que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression reprendra ses travaux à Genève, conformément à la résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale, le plus tôt possible après le 1^{er} avril 1973;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité spécial les facilités et services nécessaires;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-huitième session la question intitulée "Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression".

2109^e séance plénière
14 décembre 1972

2968 (XXVII). Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2552 (XXIV) du 12 décembre 1969 et 2697 (XXV) du 11 décembre 1970, intitulées "Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies",

Prenant note des observations qui ont été soumises par des gouvernements en réponse à l'enquête effectuée conformément à la résolution 2697 (XXV) et qui sont exposées dans le rapport du Secrétaire général¹²,

Constatant que moins d'un quart des gouvernements des Etats Membres ont répondu à l'enquête du Secrétaire général et qu'il n'est pas possible de dégager de ces réponses un courant général d'opinion à l'Organisation des Nations Unies,

Reconnaissant qu'une révision de la Charte qui ne bénéficierait pas de l'appui général militerait contre le résultat souhaité, à savoir le renforcement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dépend avant tout du comportement des Etats Membres,

1. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à lui communiquer avant le 1^{er} juillet 1974 leurs vues sur l'opportunité d'une révision de la Charte des Nations Unies et leurs propositions concrètes à cet égard;

2. *Prie également* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, un rapport exposant les vues et propositions des Etats Membres qui lui auront été communiquées conformément au paragraphe 1 ci-dessus;

3. *Prie* le Secrétaire général de mettre à jour le plus tôt possible le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-neuvième session la question intitulée "Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies".

2109^e séance plénière
14 décembre 1972

¹² A/8746 et Add.1 à 3.

3032 (XXVII). Respect des droits de l'homme en période de conflit armé

L'Assemblée générale,

Consciente de ce que seuls le respect intégral de la Charte des Nations Unies et le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace peuvent fournir des garanties complètes contre les conflits armés et les souffrances causées par ces conflits, et résolue à poursuivre tous les efforts entrepris à ces fins,

Consciente de ce que la mise au point d'un grand nombre d'armes et de méthodes de guerre a rendu les conflits armés modernes de plus en plus cruels et de plus en plus destructeurs, qu'il s'agisse de la vie des civils ou qu'il s'agisse des biens,

Réaffirmant la nécessité urgente d'assurer une application complète et effective des règles juridiques en vigueur en ce qui concerne les conflits armés et de compléter celles-ci par de nouvelles règles en vue de tenir compte de l'évolution moderne des méthodes et moyens de guerre,

Notant avec inquiétude que les règles et obligations juridiques existantes concernant les droits de l'homme en période de conflit armé sont fréquemment méconnues,

Rappelant les résolutions successives adoptées par l'Organisation des Nations Unies au sujet des droits de l'homme en période de conflit armé, en particulier les résolutions 2852 (XXVI) et 2853 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1971, et la résolution XIII adoptée par la vingt et unième Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Istanbul en 1969¹³, concernant la réaffirmation et le développement des lois et coutumes applicables en période de conflit armé,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général¹⁴ consacré aux résultats de la deuxième session de la Conférence d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, qui s'est tenue à Genève du 3 mai au 3 juin 1972 sur l'invitation du Comité international de la Croix-Rouge,

Ayant pris connaissance du rapport établi par le Comité international de la Croix-Rouge sur les travaux de la Conférence d'experts gouvernementaux¹⁵,

Exprimant ses remerciements au Comité international de la Croix-Rouge pour le dévouement dont il fait preuve dans ses efforts pour promouvoir la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés,

Soulignant qu'il importe de maintenir une collaboration étroite entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge,

Se félicitant des progrès accomplis à la deuxième session de la Conférence d'experts gouvernementaux,

Notant avec inquiétude, néanmoins, que l'accord ne s'est pas fait entre les experts gouvernementaux sur des projets de textes concernant un certain nombre de problèmes fondamentaux tels que :

a) Les méthodes visant à assurer une meilleure application des règles existantes relatives aux conflits armés,

¹³ Voir A/7720, annexe I, sect. D.

¹⁴ A/8781.

¹⁵ *Rapport sur les travaux de la Conférence d'experts*, Genève, juillet 1972.